



Thierry Michels

Député du Bas-Rhin
1ère circonscription - Strasbourg

Trois ans à votre service

Septembre 2020

2017-2020

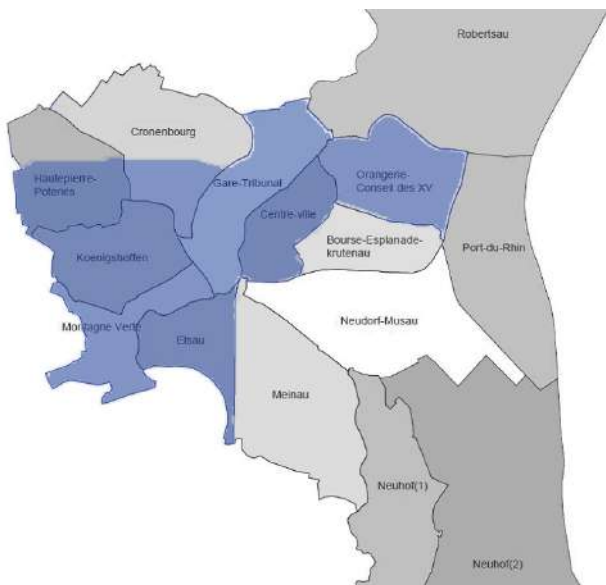
Votre député



Marie-Françoise Coelho
Suppléante

La 1ère circonscription du Bas-Rhin

La première circonscription du Bas-Rhin inclut les quartiers suivants de Strasbourg :



- Centre
- Gare-Tribunal
- Halles / Finkwiller
- Quartier des XV / Orangerie
- Forêt Noire
- Contades
- Montagne Verte
- Elsau
- Koenigshoffen
- Hautepierre Sud
- Cronenbourg Sud

Les responsabilités de Thierry Michels à l'Assemblée

- Membre de la commission des Affaires sociales
- Secrétaire de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi instituant un Système universel de retraite et le projet de loi organique relatif au Système universel de retraite
- Membre de la commission des Affaires européennes
- Membre du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques

- Groupe d'études jeux vidéo (vice-président)
- Groupe d'études Énergies vertes (vice-président)
- Groupe d'études Économie numérique de la donnée, de la connaissance et de l'intelligence artificielle (vice-président)
- Groupe d'études Économie verte et économie circulaire (secrétaire)

L'équipe parlementaire

Les collaborateurs du député



Célestin Berthelot
Collaborateur à Strasbourg



Chloé Bannier
Collaboratrice à Strasbourg



Quentin Cornic
Collaborateur à Paris



Solène Voltz
Collaboratrice à Strasbourg

Ex-Collaborateurs

Les stagiaires et alternants



Kelly Essogo



Léo Souaille



Manon Coplot



Julie Walker



Arnaud Wittmer

À Strasbourg
—
À Paris



Céleste Duriez

Alternante

C'est la rentrée !

Ce mois de septembre 2020 marque assurément une rentrée très particulière. Elle intervient quelques mois après la survenue d'une pandémie qui nous a fait connaître et vivre l'impensable. La crise sanitaire, qui n'est pas terminée, est en effet venue bouleverser toutes nos certitudes. C'est en gardant à l'esprit ces nouveaux enseignements qu'il nous faut agir.

Je pense d'abord aux nombreuses victimes de la maladie, à leurs familles et à leurs proches. Notre région a été durement touchée, mais la solidarité qui s'y est déployée n'a pu que nous donner de l'espoir. L'engagement et le sérieux de toutes et tous nous ont permis de nous sortir d'une situation très difficile. Durant la période, mon engagement n'a pas failli : la commission des Affaires sociales a pleinement joué son rôle de contrôle de l'action du Gouvernement dans la gestion de la crise et la préparation du déconfinement. En circonscription, cette situation inédite m'a permis de recueillir les avis des commerçants strasbourgeois, mais aussi des personnels en Ehpad, des directeurs d'école, des personnels soignants, des entreprises. J'ai tâché le plus possible d'être aux côtés de celles et ceux qui, au quotidien, faisaient de leur mieux pour accomplir leurs missions dans un contexte très troublé. Je ne les remercierai jamais assez.

Cette crise sanitaire est survenue alors que les premiers résultats des réformes engagées depuis 2017 dans le domaine économique commençaient à se faire sentir. Le chômage connaissait une décreue inédite depuis 2007 et le nombre d'apprentis un chiffre record, le pouvoir d'achat était en nette hausse, poussant ainsi la consommation des ménages. Ces évolutions positives devaient nous conduire, en concertation avec les Françaises et les Français, à poursuivre les réformes, telles que l'instauration d'un système universel de retraites qui soit juste, équitable et plus responsable, ou la rénovation de notre système de santé publique.

Cette situation favorable a permis à notre pays d'affronter la crise en disposant de marges de manœuvre bien plus fortes en termes de soutien à la vie économique. Le Gouvernement, en lien étroit avec la majorité présidentielle, a agi pour maintenir à flot notre économie. Toutes les mesures de solidarité financière à destination des ménages et des entreprises ont permis d'amortir, du mieux que possible, le choc du confinement et de la diminution inédite des échanges mondiaux. Le plan « France Relance » annoncé le 3 septembre 2020 présente par ailleurs une ambition encore plus forte : remettre notre pays et son économie sur la voie d'une prospérité durable. Bâtir une France de 2030 qui soit prospère, sobre et juste doit être notre ambition collective. J'espère dès lors pouvoir continuer à compter sur vous pour éclairer mon action des propositions qui vous sont chères pour me permettre de porter votre voix en circonscription comme à l'Assemblée nationale.

Chaleureusement,
Thierry Michels



Les temps forts de l'année



Photo 1 : Rencontre avec Brigitte Klinkert, ministre déléguée en charge de l'insertion ; Photo 2 : Rencontre avec le président de France Assos Santé dans le cadre du Ségur de la santé ; Photo 3 : Réunion du Comité de recommandation de la nouvelle mandature du CNCPH ; Photo 4 : Visite de l'Assemblée nationale avec une classe de BTS "support à l'action managériale" du Lycée René Cassin ; Photo 5 : Réunion au Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques ; Photo 6 : Débat franco-allemand à Institut Français de Berlin, le 23 septembre 2019 en marge de l'APFA ; Photo 7 : Rencontre avec les syndicats de police strasbourgeois ; Photo 8 : Rencontre avec Christophe Castaner et la préfète du Bas-Rhin ; Photo 9 : Discussion avec Jean Castex, Premier Ministre ; Photo 10 : rencontre avec les personnels au centre de dépistage du Parlement européen à Strasbourg.

Un député actif à l'Assemblée nationale

✓ Loi Économie circulaire

« Le projet de loi anti-gaspillage pour une économie circulaire que nous présentons est un texte ambitieux pour sortir de la société du tout-jetable. Il propose un quotidien plus sobre dans lequel les industriels sont plus responsabilisés, les collectivités locales soulagées et les consommateurs mieux informés pour être davantage acteurs de la transition lors de leurs achats. Produire pour détruire, ce n'est plus acceptable. »

Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire

Et concrètement ?

→ Remplacer la vaisselle jetable des fast-food par de la vaisselle réutilisable

Quand ? Au 1er janvier 2023

→ Mettre en place dans les supermarchés des bacs de récupération des emballages et suremballages

Quand ? Au 1er janvier 2021

→ Interdire la destruction des invendus non-alimentaires

Quand ? Au plus tard le 31 décembre 2023 pour tous les produits

✓ Mission d'évaluation de la politique industrielle de l'Etat

Depuis 1975, la France a perdu plus de 2 millions d'emplois industriels. Délocalisations, automatisation, transformation en une économie de services : les raisons sont nombreuses pour expliquer le désarmement industriel de notre pays. Co-rapporteur d'une mission du Comité d'évaluation et de contrôle des politiques publiques de l'Assemblée nationale, je travaille avec France Stratégie sur la politique industrielle de la France pour en extraire ses atouts, ses difficultés et les améliorations qu'il faut y apporter pour préparer l'industrie de demain. Notre pays a beaucoup de ressources, des compétences rares et un territoire riche et diversifié ; à nous de saisir les opportunités pour refaire de la France une vraie puissance industrielle.



Un député actif à l'Assemblée nationale

✓ Participation au renouvellement des membres du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées

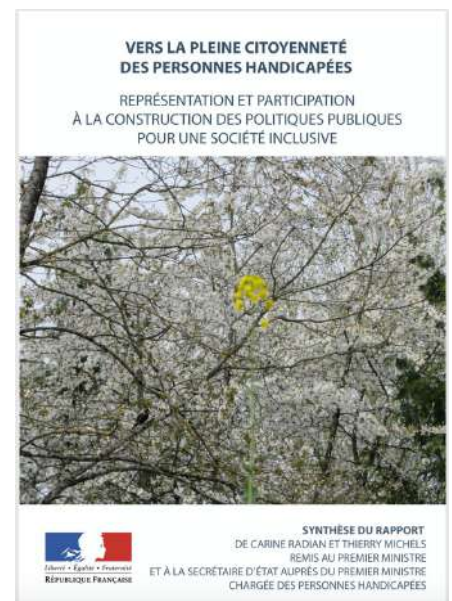
« Le Gouvernement a choisi, en 2017, de faire du handicap l'une de ses priorités. Deux ans plus tard, nombreuses sont les avancées réalisées afin de rendre notre société plus inclusive pour tous ses citoyens. Je salue en particulier les progrès dans le domaine de l'éducation, de la formation et du travail pour une meilleure inclusion des personnes handicapées, ou, plus récemment, la revalorisation de l'allocation aux adultes handicapés votée dans cet hémicycle.

Rien pour nous sans nous : les personnes en situation de handicap sont les plus à même de décider de ce qui est bon pour elles. D'où la volonté, exprimée dans l'un des chantiers de la conférence nationale du handicap 2018-2019, de renforcer leur pleine implication dans les politiques qui les concernent. »

Question au Gouvernement à Sophie Cluzel, 13 novembre 2019

Suite à mon rapport sur la nécessité de mieux inclure les personnes handicapées dans la prise de décisions les concernant, un processus de renouvellement des membres de ce Conseil a été lancé. J'ai encadré l'examen des candidatures : plusieurs experts du monde du handicap se sont rassemblés en décembre 2019 pour évaluer les dossiers et proposer ainsi de nouveaux profils, avec notamment une plus grande ouverture à la société civile.

Ceci est un pas de plus vers une société plus inclusive, priorité réitérée par le Président de la République à l'occasion de la clôture de la Conférence nationale du handicap à l'Élysée le 11 février 2020.



Un député actif à l'Assemblée nationale

✓ Projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS)

« Le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 poursuit la transformation de notre système de protection sociale conformément aux engagements du Président de la République et prolonge notre politique qui consiste à réduire massivement les impôts pour augmenter le pouvoir d'achat des Français. Il récompense le travail et protège les plus vulnérables. »

Editorial du PLFSS 2020

Et concrètement ?

- Allocation Adulte Handicapé revalorisée de 40€ pour atteindre les 900€ mensuels.
- Soutien aux proches aidants : indemnisation du congé de proche aidant pour les salariés, travailleurs indépendants et agents publics. Déploiement de solutions de répit pour éviter l'épuisement des proches aidants (accueils de jour ou de séjours).
- Reconduction de la prime exceptionnelle annoncée par le Président de la République en décembre 2018, conditionnée à la mise en place d'un accord d'intéressement (en 2019 : plus de 400 000 établissements, 5 millions de salariés bénéficiaires, 2,2 milliards de pouvoir d'achat supplémentaires, plus de 400€ en moyenne par salarié).
- Poursuite de la lutte contre les déserts médicaux en simplifiant et en renforçant les mécanismes d'aide à l'installation (contrat unique appelé "contrat début d'exercice", prise en charge renforcée des cotisations de sécurité sociale pour les médecins s'installant dans les zones sous denses).



Un député actif à l'Assemblée nationale



✓ Système universel de retraite

« Priorité du quinquennat d'Emmanuel Macron et de la majorité, l'instauration d'un système universel de retraite a fait l'objet d'intenses discussions à l'Assemblée nationale. Après avoir mené durant plusieurs mois des ateliers citoyens dans la circonscription, j'ai travaillé à l'Assemblée pour intégrer ces contributions dans le texte. Fidèle à ces échanges et aux priorités de mon mandat, j'ai veillé à ce que la réforme apporte des avancées significatives pour les femmes, les personnes en situation de handicap, et à ce qu'elle ne soit pas pénalisante pour les personnes en fin de carrière à qui il reste quelques années de cotisations à réaliser. La crise sanitaire que nous traversons a bouleversé le travail législatif autour de cette réforme. Le Gouvernement et la majorité ont rappelé leur attachement à ce texte qui prévoit une transformation pour un système plus juste, plus équitable et plus lisible. A travers de nouvelles concertations avec les partenaires sociaux, nous travaillerons à une réforme améliorée dans un esprit de consensus le plus large possible. Cela est d'autant plus important qu'une réforme reste nécessaire pour assurer la pérennité de notre système de retraite. »

Et concrètement, parmi les mesures présentes dans le texte adopté en première lecture ?

- L'accès à la retraite progressive dès 55 ans pour les personnes en situation de handicap.
- La possibilité donnée aux personnes en situation de handicap de racheter des points pour des années peu cotisées.
- L'instauration d'un entretien pour les salariés en fin de carrière pour évoquer les dispositifs de retraite progressive et de cumul emploi-retraite.
- Le minimum de retraite à 85 % du SMIC pour une carrière complète. Cette mesure a depuis été votée pour les retraites agricoles grâce à l'adoption d'une proposition de loi transpartisane qui va augmenter le niveau de pension de près de 200 000 retraités agricoles.

Un député présent en circonscription

✓ Lancement du Conseil de circonscription

Comme je m'y étais engagé après le Grand débat national, j'ai choisi d'associer les citoyens à la réflexion autour des politiques publiques. Lancé depuis novembre 2019, le Conseil de circonscription permet d'échanger de manière libre et informelle sur des sujets locaux. Lutte contre le gaspillage et économie circulaire, retraites, coronavirus, grand âge et autonomie sont autant de sujets dont nous avons débattus.

Les remontées du Conseil de circonscription ont été concrétisées par 5 amendements proposés à l'Assemblée nationale.

✓ Organisation du colloque innovation santé

Le 28 novembre j'ai initié une rencontre intitulée « Strasbourg l'innovante » sur le thème de l'innovation en santé sur les territoires. Un panel d'intervenants issus du monde de la médecine, de la cancérologie, du numérique et des institutions s'est réuni au sein de l'amphithéâtre l'AGORA des Hôpitaux universitaires de Strasbourg pour échanger avec un public venu nombreux. Les échanges, dynamiques et variés, ont permis aux intervenants de débattre du rôle de l'Etat et des territoires dans l'innovation en santé.

✓ Octobre rose : participation à la course La Strasbourgeoise

Comme de nombreux Strasbourgeois, j'ai couru lors de la Strasbourgeoise, course solidaire en faveur de la lutte contre le cancer du sein. Cela a été l'occasion de rencontrer celles et ceux qui s'engagent et qui font le succès et le rayonnement de la Strasbourgeoise et de de la campagne Octobre Rose.

✓ Organisation de débats-citoyens et de rencontres citoyennes

Cette année a été riche en rencontres avec nos concitoyens :

- Organisation de permanences mobiles dans les différents quartiers de la circonscription ;
- Animation de plusieurs débats citoyens sur la réforme des retraites.

Ce sont autant de moyens qui nous ont permis d'échanger !



Un député présent en circonscription



✓ Commémoration de la chute du Mur de Berlin

En novembre dernier je me suis rendu à Berlin dans le cadre de la commémoration des 30 ans de la Chute du Mur de Berlin. J'y ai notamment accompagné deux élèves en classe Abibac du lycée strasbourgeois Marcel Rudloff, qui ont lu un texte pendant la cérémonie. Une journée mémorable en présence de la chancelière fédérale allemande Angela Merkel.

✓ Session de l'Assemblée parlementaire franco-allemande à Strasbourg

Pour illustrer pleinement le rôle de Strasbourg comme capitale européenne et symbole franco-allemand, une session plénière de l'Assemblée parlementaire franco-allemande (APFA), organe consultatif où se retrouvent parlementaires français et allemands, s'y est tenue à mon initiative dans les locaux du Parlement européen.

A l'issue de cette session, j'ai organisé une rencontre dans les locaux de la chaîne de télévision Arte entre des élèves et étudiants en cursus franco-allemand et des députés membres de l'APFA. Un temps d'échange fort pour consolider, au travers de notre jeunesse, l'amitié entre nos deux pays.

Deux propositions pour l'avenir :

→ œuvrer pour une Europe solidaire ! Il est de notre devoir de nous entraider pour construire une Europe juste et où chacun trouvera sa place !

→ être toujours plus unis dans la diversité ! Telle est la devise de l'Europe, faisons la vivre dans nos deux pays.



Une mobilisation sans faille pendant la pandémie de Covid-19

La crise de la Covid-19 : un changement de perspectives inattendu



« A partir du 17 mars nous avons dû faire face à une situation inédite : un confinement puis un déconfinement tout aussi exigeant. Nous avons tous, collectivement, et avec une solidarité incroyable, dû revoir notre manière de se déplacer, consommer, travailler...

Que ce soit à la permanence ou à l'Assemblée nationale, nous avons dû nous réorganiser pour maintenir notre activité, et ce, dans un seul but : rester disponible pour vous. »

À l'Assemblée nationale...

✓ Travail au sein d'une Commission des Affaires Sociales réinventée

- Référent pour LREM de la Mission Flash Handicap et Famille (auditions, appel à témoignages...)
- Échanges réguliers avec le Gouvernement (Adrien Taquet pour la protection de l'enfance, Sophie Cluzel pour les personnes en situation de handicap, Marlène Schiappa pour la protection des femmes...)

✓ Instauration de l'état d'urgence sanitaire

- Création de l'état d'urgence sanitaire donnant des pouvoirs exceptionnels au Gouvernement sous le contrôle du Parlement
- Vote pour l'application StopCovid



« Proche du terrain et en lien avec des petits entrepreneurs de la circonscription, j'ai milité pour que le fonds de solidarité bénéficie au plus grand nombre. Avec un seuil de perte du chiffre d'affaires de 70%, le dispositif était trop exclusif ; les députés de la majorité ont obtenu, grâce à une négociation avec le Gouvernement, une réévaluation du seuil à 50%.

Cela montre encore une fois que le lien entre les élus et les forces vives dans les territoires peut mener à des résultats bénéficiant au plus grand nombre. »

Une mobilisation sans faille pendant la pandémie de Covid-19

En circonscription...

✓ Lien citoyen

- Maintien de la permanence téléphonique et par e-mail pour répondre aux interrogations des citoyens et rassurer celles et ceux qui en avaient besoin
- Organisation de Facebook Live
- Mise en place d'une newsletter régulière
- Contacts étroits avec les associations et les centres sociaux et culturels

✓ Education

- Points avec les chefs d'établissement scolaires
- Recherche d'ordinateurs pour les familles dans le besoin
- Mise en relation des associations avec les établissements pour du soutien scolaire
- Organisation de points d'orientation à distance avec les Compagnons du devoir pour les classes de 4ème et 3ème

✓ Ségur local de la Santé

- Rencontre des différents ordres de médecins
- Rendez-vous avec les hôpitaux universitaires et les cliniques
- Table ronde avec les syndicats
- Rédaction d'une note pour le Ministre des Solidarités et de la Santé

✓ Economie

- Echanges avec les commerçants du centre-ville et sur les marchés
- Accompagnement et soutien des commerçants pendant la crise sanitaire
- Contribution aux travaux parlementaires à partir des remontées du terrain

✓ Grand âge

Dans le cadre de la préparation de la loi Grand âge et autonomie :

- Prise de contact avec les EHPAD et les établissements de santé
- Suivi de la situation avec la Préfecture



Photo : Remise des ordinateurs aux parents d'élèves de l'école Erckmann Chatrian

Des efforts financiers considérables pour permettre aux citoyens et à l'économie de surmonter la crise

Dans le Bas-Rhin...

1765,85 M€

de prêts garantis par l'Etat : plus de 9 300 aides attribuées

42,42 M€

de report d'échéances fiscales. Cela représente près de 1100 aides attribuées, principalement dans le commerce et l'industrie manufacturière

75%

des établissements du Bas-Rhin ont bénéficié de l'activité partielle

= +230 000 salariés concernés

78,23 M€

attribués sous couvert du fond de solidarité, représentant plus 58 000 aides attribuées.

Des efforts financiers considérables pour permettre aux citoyens et à l'économie de surmonter la crise

En France...

800 000 étudiants et jeunes précaires

de moins de 25 ans ont bénéficié d'une aide de 200€

300 Mds €

de prêts garantis par l'État pour les entreprises

61 Mds € (0,5% du PIB)

d'allègement et de report de charges fiscales et sociales

4,1 millions de foyers

bénéficiaires d'une aide exceptionnelle de solidarité à hauteur de 150€

13 millions de salariés

concernés par le dispositif exceptionnel de chômage partiel

= 31 Mds €

Mais aussi ...

Allocations chômage

maintenues pour les chômeurs en fin de droit

43,5 Mds €

de mesures de soutien sectorielles pour sauvegarder notre tissu industriel et accélérer la transition écologique

Les résultats des réformes engagées depuis 2017



✓ Pour le pouvoir d'achat

- + 850€ en moyenne par ménage en 2019
- - 780€ de taxe d'habitation en moyenne ; supprimée pour tous les ménages d'ici 2023
- + 270€ par an pour un salarié au SMIC (basculement des cotisations vers la CSG)



✓ Pour la transition écologique

- Objectif de 50% de produits bio ou de qualité dans la restauration collective d'ici à 2022
- 20 milliards d'euros d'investissement de l'État pour le Grand plan d'investissement
- 2040 : date butoir pour la fin de l'exploitation des hydrocarbures



✓ Pour l'accès aux soins

- Mise en place du "Zéro euro de reste à charge" pour les lunettes, prothèses auditives et dentaires d'ici à 2021
- 750 millions d'euros en faveur du plan de soutien aux services d'urgences



✓ Pour l'emploi

- 500 000 emplois créés depuis le début du quinquennat
- 15 milliards d'euros investis dans l'apprentissage, nouvelles primes à l'embauche des apprentis



✓ Pour l'économie et les entreprises

- 25% de taux d'impôt sur les sociétés prévu en 2022 (contre 33% à ce jour)

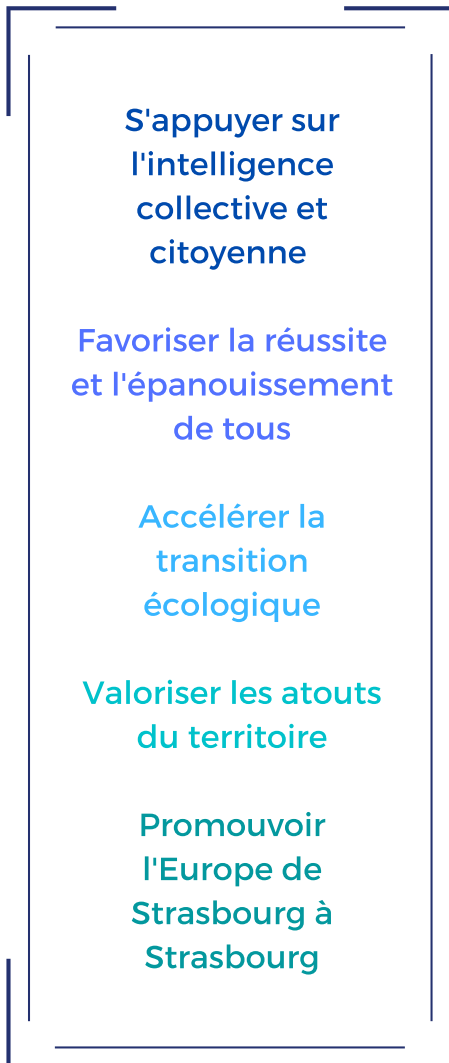


✓ Pour la sécurité et la justice

- 60 quartiers de reconquête républicaine couverts par la police de sécurité du quotidien
- +24% de budget alloué à la justice d'ici 2022 (1,6 milliard d'euros supplémentaire)

Priorités pour la suite du mandat

Mes engagements de mandat



Mes priorités pour la fin du mandat

Venir à votre rencontre sur le terrain, notamment grâce au conseil de circonscription et aux permanences mobiles. Solliciter régulièrement les forces vives du territoire sur les sujets qui les concernent, pour réfléchir ensemble aux évolutions possibles.

Réaffirmer mon soutien et mon engagement pour les cités éducatives, vous interroger dans les réunions publiques pour recueillir vos idées sur les thèmes d'importance (loi Grand Âge par exemple).

Accélérer la rénovation énergétique des bâtiments, agir pour une écologie concrète, en plaidant pour une industrie « plus verte ».

Promouvoir les réussites et l'expérience des acteurs du territoire (Politique industrielle de l'Etat, loi Grand âge et autonomie et handicap).

Agir pour l'attractivité du siège du Parlement européen à travers la renégociation du Contrat triennal ; développer la coopération avec les députés allemands au sein de l'Assemblée Parlementaire Franco-Allemande.



✓ Grand âge et autonomie

Face au mur démographique, repenser le système de santé pour accompagner nos aînés afin qu'ils vieillissent de manière digne et non-subie.



✓ Cités éducatives

Pour donner à nos enfants les mêmes chances de réussite, peu importe leur lieu de vie, m'investir pour permettre à nos quartiers strasbourgeois de bénéficier de ce dispositif.

“ Vous m'avez fait
confiance en 2017
pour vous
représenter à
l'Assemblée
nationale.

Je vous ai sollicités
autant que possible
quant à vos
aspirations et
propositions.

Je compte
poursuivre dans le
même esprit mon
action à votre
service.



@ThierryMichels



Thierry Michels



thierry_michels



thierry.michels@assemblee-nationale.fr



www.thierrymichels.fr



www.assemblee-nationale.fr